

Fiche argumentaire d'actualité

24 janvier 2022

Nos propositions pour faire réussir la France

24/01 – Actu : A moins de 3 mois du premier tour de l'élection présidentielle, le Mouvement des entreprises de France a présenté, lundi 24 janvier, lors d'une conférence de presse les propositions des entreprises à l'attention des candidats.

- La crise de la COVID-19 a transformé les entreprises mais aussi, la perception des Français à leur égard. Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, il y a désormais un consensus pour dire que **l'entreprise joue un rôle clé dans les transformations à mener dans la société.**
- Nous regrettons donc que la campagne présidentielle actuelle ne parle pas assez d'économie ou d'entreprise. Nous voulons mettre ces sujets dans le débat. **C'est le moment pour les candidats de dire aux Français ce qu'ils comptent faire en faveur des entreprises.**
- Depuis le mois d'octobre, des forums régionaux réunissant des chefs d'entreprises adhérents du Medef se sont donc tenus dans tous les territoires. Ils ont permis de faire remonter les attentes et les idées d'où nous avons tiré **nos propositions pour faire réussir la France.**
- Nous avons ainsi identifié cinq grands défis à relever :
 - **La nouvelle mondialisation** qui marque la fin de la « mondialisation heureuse », et qui implique de repenser notre place dans le monde et le cadre des échanges, et de trouver le bon équilibre entre protectionnisme et naïveté.
 - **Les transitions, numériques et climatiques**, qui supposent des investissements colossaux, de nombreux paris technologiques et un changement de comportement des entreprises et des consommateurs.
 - Ces transitions ne peuvent pas être financé par des prélèvements obligatoires ou de la dette supplémentaire, la seule solution est de les financer avec des gains de **compétitivité**, c'est-à-dire la baisse de prélèvements obligatoires et la politique de l'offre.
 - La désindustrialisation du pays a été trop loin et le déficit de notre commerce extérieur depuis 30 ans en est le symbole absolu. Nous devons retrouver notre capacité à **créer, innover et produire en France**, et pas seulement dans l'industrie.

- 
- **Le développement des compétences** sera le nerf de la guerre économique. Or, dans ce domaine, la France va souffrir de deux handicaps : une démographie qui s'essouffle et qui va tendre son marché du travail et un recul préoccupant du niveau scientifique. C'est le talon d'Achille de l'économie française.
 - Notre conviction centrale est que la France a besoin **d'une croissance forte et responsable**, seule capable de **soutenir le pouvoir d'achat, rendre possible la transition écologique et financer notre modèle social**.
 - En effet, le but de la croissance économique est plus large que la croissance elle-même : **il est de contribuer à l'équilibre social et de permettre la transition écologique tout en améliorant le pouvoir d'achat des ménages** :
 - En finançant notre protection sociale (santé, retraite) et la solidarité (redistribution) ;
 - En améliorant les conditions de vie de nos concitoyens, notamment en matière de logement où un effort considérable doit être conduit ;
 - En permettant davantage d'inclusion de publics délaissés, évitant ainsi l'exclusion sociale ;
 - En répartissant mieux l'activité – et donc l'emploi – dans les territoires, de façon à réduire les fractures et à contribuer à la transition écologique ;
 - En permettant de financer les transformations indispensables mais coûteuses de la transition écologique (performance énergétique des bâtiments, transition vers des modes de transport moins émetteurs, mix énergétique renouvelé...) et en permettant aux entreprises et aux consommateurs d'en supporter les surcoûts.
 - **Il n'y aura pas de décarbonation sans croissance**. Mais il n'y aura pas non plus de rééquilibrage des finances publiques, de protection sociale durable, d'amélioration du pouvoir d'achat, de solidarité et de cohésion nationale, ni d'intégration réussie sans croissance.
 - La stratégie économique du prochain quinquennat doit donc être tout entière dédiée à accroître le potentiel d'activité et de création de valeur de l'économie française à travers une **croissance forte, durable et décarbonée. C'est le socle de nos propositions**.
 - En matière de fiscalité, nous continuons de penser que **la meilleure manière de faire progresser le pays c'est de faire baisser les impôts de production**. C'est ça qui permettra de réindustrialiser le pays, d'investir dans la transition écologique, et de voir augmenter le pouvoir d'achat des salariés.

- **On a encore 35 milliards d'euros d'écart avec la moyenne européenne.** On demande donc un effort pour ramener sur cinq ans les impôts de production au niveau de la moyenne européenne.
- **Mais on ne cherche pas à faire de la France un paradis fiscal.** Aujourd'hui, le taux de l'impôt sur les sociétés est à 25%. C'est dans la moyenne européenne et nous ne recommandons donc pas d'aller plus loin.
- Toujours en matière de fiscalité, **nous sommes également favorables à l'instauration d'une taxe carbone aux frontières**, en évitant les détournements de ce mécanisme par des pays tiers, avec pour but de protéger l'économie européenne et de faire évoluer le reste du monde.
 - **On soutient également l'accord sur un impôt minimal de 15% sur les multinationales** trouvé dans le cadre de l'OCDE ainsi qu'**une fiscalité juste des GAFAM**, pour éviter que l'asymétrie fiscale dont bénéficie certains géants du numérique perdure.
- Sur les dépenses publiques, le coté indolore de la dette est terminée et l'inflation est là pour durer. C'est pourquoi **nous recommandons la création d'une taxonomie de la dépense publique** pour qualifier les dépenses utiles et nécessaires et celles où l'on pourrait faire des économies.
 - Pour suivre cette taxonomie, nous proposons de **créer un comité de pilotage** comprenant des chefs d'entreprise pour définir des indicateurs de performance comparés de l'efficacité de l'administration.
 - Mais une chose est certaine, on **ne peut pas faire l'économie d'une revue des dépenses publiques.**
 - Il faut également repenser la commande publique comme un outil de souveraineté, avec la création du « buy european act »
- Sur les régimes sociaux, **la mère de toutes les batailles c'est la réforme des retraites.** Nous proposons une réforme paramétrique en relevant l'âge de départ en retraite à 65 ans (à raison de 3 mois par an), tout en prenant compte de la pénibilité, ainsi qu'une réforme systémique, avec la suppression des régimes spéciaux et la création de trois grands régimes (salariés, fonctionnaires, indépendants).
- Pour ce qui est de l'emploi et du travail, **nous recommandons d'aller plus loin en termes d'apprentissage et d'alternance** afin de porter le nombre d'alternants à 2 millions d'ici la fin de la mandature (contre 1,4 millions aujourd'hui).
 - Nous souhaitons également voir une régionalisation de Pôle Emploi dans une logique de contractualisation par objectifs pour améliorer son efficacité...
 - ... ainsi que la pérennisation de la "prime Macron" dans les entreprises de moins de 50 salariés.